

Comment l'île danoise de Bornholm, en mer Baltique, est-elle (re)devenue stratégique ?

dimanche 4 décembre 2022, par [Hélène ROUSSELOT](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Hélène ROUSSELOT](#), **Comment l'île danoise de Bornholm, en mer Baltique, est-elle (re)devenue stratégique ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 4 décembre 2022.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

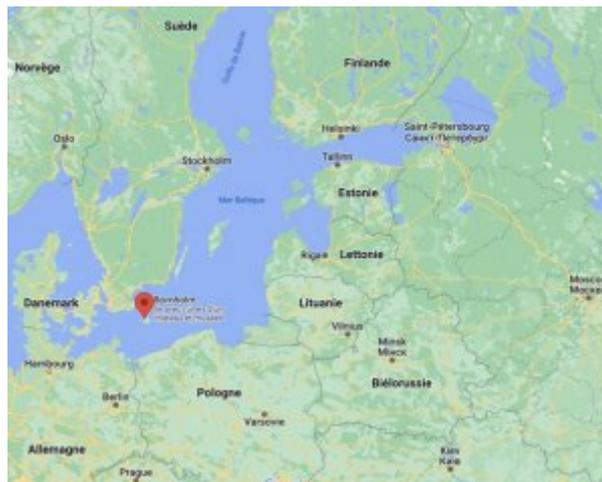
Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Ce qui rend aujourd'hui encore l'île de Bornholm cruciale, c'est son importance centrale pour l'OTAN si elle devait aider les pays Baltes contre une offensive russe. Des forces de missiles russes, situées dans la région de Kaliningrad peuvent toucher la partie Sud-Est de la mer Baltique. Mais si d'aventure, la Russie tentait d'envahir les États baltes, l'île danoise de Bornholm - et les îles finlandaises démilitarisées Åland et celle, suédoise, de Gotland - gagnerait encore en importance stratégique puisque les militaires russes devraient alors "sécuriser" l'île de Bornholm.

Cette île de Bornholm a une longue histoire qu'il faut connaître pour mieux saisir les enjeux d'hier à aujourd'hui, voire demain. Illustré d'une carte et de plusieurs photos.

COMME elle l'était pour le commerce de l'URSS, la mer Baltique demeure, après 1991, un passage vital pour le commerce désormais russe. Passage qui, longtemps, n'a été troublé par aucun conflit. Du reste, avant [la relance de son invasion de l'Ukraine le 24 février 2022](#), la Russie reconnaissait que si elle perdait l'accès à l'Atlantique Nord à travers les Détroits danois, sa vulnérabilité s'accroîtrait en cas de conflit sérieux (Martin Murphy, Gary Schaub Jr., p. 135). Depuis, **la mer Baltique redevient plus que jamais stratégique** pour tous ses pays riverains et, notamment, pour le Danemark.



Carte. Localisation de l'île danoise de Bornholm, en mer Baltique

Crédit Google map

Google map

Son île de Bornholm, située 150 km à l'Est des côtes danoises, a été régulièrement et fréquemment approchée par la défense soviétique pendant la Guerre froide (comme en témoignent les nombreuses photographies d'avions soviétiques au musée « The Bornholm Tower » / Bornholmertårnet). Autant de tests permanents de la part de Moscou quant à une éventuelle réaction danoise, voire otanienne. Les violations de l'espace aérien danois par des avions militaires et les incursions de navires russes dans les eaux danoises se sont succédé ces dernières années. Suite à l'irruption d'un navire de guerre russe dans les eaux danoises à deux reprises, au large de Bornholm, dans la nuit du 16 au 17 juin 2022, le ministre de la Défense M. Bødskov dénonçait une « **provocation grossière et délibérée de la part de la Russie** » tout en soulignant que « l'affaire montre que [la mer Baltique](#) est et sera une « zone à haute tension ». Ces récentes et récurrentes violations de l'espace danois par les forces russes

montrent que la défense de l'île de Bornholm doit être maintenant pensée d'une manière complètement nouvelle.

L'exercice militaire international sur l'île de Bornholm, planifié avant l'invasion de l'Ukraine (24 février 2022), a été conduit le 24 mai 2022. Il testait un système de missiles pouvant atteindre des cibles à 500 kilomètres comme, par exemple, l'enclave russe de Kaliningrad. La décision d'organiser cette simulation sur l'île de Bornholm avait pour but de montrer que l'île est partie prenante de la défense danoise et de celle de l'OTAN. L'ambassadeur russe Vladimir Barbin rappelait alors que ces exercices sont contraires à un accord signé entre le Danemark et l'Union soviétique en 1946, accord selon lequel l'île aurait appartenu à la sphère d'influence soviétique. Or le ministre de la Défense danois M. Bødskov affirmait, lui, que cet accord n'a jamais existé.

Avant d'évoquer le problématique accord soviéto-danois de 1946 auquel se réfère régulièrement Moscou, il convient de rappeler quelques points d'histoire. Le 1er mars **1940**, l'Allemagne hitlérienne décrète l'invasion du Danemark (et de la Norvège) et ses troupes envahissent l'île de Bornholm le 10 avril 1940, en violation du traité germano-danois de non-agression, signé l'année précédente. L'île devient un poste d'écoute des communications des navires et sous-marins des Alliés, par les soldats allemands. Leurs navires se servent des deux principaux ports de Bornholm pour patrouiller dans la partie occidentale de la mer, stratégiquement afin d'empêcher les Britanniques d'y pénétrer.

En avril **1945**, W. Churchill envisage de charger des troupes britanniques de libérer le Danemark. L'URSS s'engage alors dans une « course » à la libération du Danemark notamment. L'imminence de la reddition de l'Allemagne amène, le 23 avril 1945, le Commissaire du peuple à la Marine N. G. Kouznetsov à approuver un plan pour la prise de l'île de Bornholm. Mais la décision inattendue de l'État-major suprême des Forces expéditionnaires alliées d'informer les Soviétiques de leur intention d'occuper elles-mêmes Bornholm plutôt que d'agir immédiatement, conduit Moscou à envoyer des soldats pour soumettre la garnison de quelque 20 000 soldats allemands et obtenir sa capitulation (Tony Insall, Patrick Salmon, p. 141).

Le 4 mai 1945, alors que l'armée du IIIe Reich se rend au 21ème groupe d'armées britannique du Maréchal Montgomery au Danemark, N. G. Kuznetsov donne l'ordre de prendre Bornholm. Les soldats allemands se disent prêts à se rendre aux forces britanniques mais pas aux Soviétiques qui les somment néanmoins de se rendre avant le 7 mai 1945. Face à ce refus allemand, les Soviétiques bombardent les ports de Nexø et Rønne, les 7 et 8 mai 1945.



Danemark, île de Bornholm. Habitation de Nexø, bombardée les 7 et 8 mai 1945 par les Soviétiques. La photo figure en 2022 sur la maison reconstruite.

Crédit photographique : H. Rousselot, 2022

Rousselot



Danemark, île de Bornholm. Habitation de Nexø, bombardée les 7 et 8 mai 1945 par les Soviétiques. La photo figure en 2022 sur la maison reconstruite.

Crédit photographique : H. Rousselot, 2022

Rousselot

Des habitations (Cf. photos ci-dessus) et des bâtiments publics sont très touchés, des navires danois et allemands détruits. Ces bombardements ont pour but de « neutraliser » l'île, c'est-à-dire d'empêcher les soldats allemands de quitter Bornholm et éviter ainsi qu'ils n'entravent les Soviétiques dans leurs opérations en Pologne et Allemagne du Nord. Ces bombardements étaient rationnels du point de vue des militaires soviétiques et ont été un grand choc pour les habitants de l'île, même si un grand nombre d'entre eux s'étaient réfugié dans les campagnes.

Le général soviétique Korotkov accoste à Rønne le 9 mai 1945 et ses troupes prennent rapidement le contrôle de l'île qui comprend alors de 16 à 20 000 réfugiés allemands militaires et civils ayant fui vers l'île en raison de l'avance russe. Avec des résistants danois, les soldats soviétiques attaquent des poches de combattants allemands, affaiblis, affamés et démoralisés, sachant que l'Allemagne hitlérienne a perdu la guerre, mais probablement déterminés à « aller jusqu'au bout ». Environ 16 000 de ces Allemands seront transportés par les Soviétiques en Pologne.

Retenue danoise

Après sa visite sur l'île en mai 1945, le ministre danois des Affaires étrangères Christmas Møller reste sceptique quant à un départ rapide des nouveaux occupants mais il n'en fait pas part à l'opinion publique danoise. Du reste, le gouvernement danois reste silencieux (tout comme Moscou) et impose une censure de la presse danoise à partir du 4 juin 1945 au sujet de Bornholm, afin d'éviter tout risque de provocation envers l'URSS. Le gouverneur danois de l'île, Poul Christian von Stemann, déjà en poste sous l'occupation allemande, travaille de concert avec le commandant soviétique Strebkov. Ce qui n'empêche pas P. C. von Stemann de demander au gouvernement danois, de faire en sorte que les Soviétiques se retirent de l'île au plus vite. Von Stemann aurait gouverné l'île sans que les Soviétiques ne tentent d'y imposer leur fonctionnement et sans y faire de propagande. Ceux-ci n'interfèrent dans les affaires de l'île pas plus que ne le nécessitent leurs besoins militaires. Copenhague mise sur la retenue et sur des relations courtoises avec le nouvel occupant, espérant qu'il quittera l'île dès que les soldats britanniques se retireront du Danemark. L'URSS entend, en effet, conserver des troupes à Bornholm tant que la Grande Bretagne maintiendra les siennes dans le reste du Danemark, comme en attestent plusieurs notes et déclarations soviétiques de mars 1946. Néanmoins, selon l'historien et Conservateur du Musée historique de Bornholm Jakob Seerup, les Britanniques ne sont pas présents massivement au Danemark. Ils supervisent notamment le déminage du Jutland par des soldats allemands prisonniers et il y a probablement plus de soldats danois en Allemagne occupée juste après la guerre que de soldats britanniques au Danemark. Un millier de Britanniques aurait contribué à la formation de soldats danois (Norman M. Naimark, p. 48).

Les justifications soviétiques de l'occupation de l'île évoluent en trois étapes, selon l'historienne Frederikke Ingemann Hansen (p. 105). Moscou fait d'abord valoir la nécessité d'assurer la capitulation des Allemands sur l'île, puis envoie des troupes supplémentaires, prétendument nécessaires pour y désarmer les soldats allemands et enfin invoque la nécessité de protéger l'URSS, compte tenu de la situation instable dans le Nord de l'Allemagne. Staline aurait ordonné le 15 mai 1945 que les troupes soviétiques stationnent à Bornholm en raison de sa proximité avec la zone allemande occupée par les Soviétiques (88 km séparent l'île de Bornholm de celle de Rügen) et ce, jusqu'à ce que la « situation militaire en Allemagne soit réglée ».

Moscou prétend aussi protéger l'île perçue comme part intégrante de la région Pologne-Allemagne du Nord. Le 2 avril 1945, le Commissariat aux Affaires étrangères fait savoir à son Ambassadeur à Berlin V. G. Dekanozov qu'une présence militaire soviétique sur l'île de Bornholm fonderait un accord dano-soviétique afin d'influer sur les affaires intérieures danoises (Sven G. Holtsmark, p. 110). Ce que confirme un mémorandum de juillet 1945, selon lequel le pouvoir soviétique envisage d'organiser la défense navale et aérienne de l'île avec le Danemark pour assurer la surveillance de l'Allemagne, et par là influencer la politique étrangère du Danemark.



Exposition « Les Russes arrivent ! », Musée historique de Bornholm (Danemark), 2022

Crédit photographique : H. Rousselot, 2022

Rousselot

Les autorités soviétiques ne cessent du reste de répéter que l'occupation est temporaire. J. Seerup, préfère au terme d'occupation celui de présence (voir photo ci-dessus : l'exposition « Les Russes arrivent ! » du Musée historique de Bornholm depuis avril 2021). Les Soviétiques sont apparus plutôt comme des libérateurs aux yeux des habitants de l'île. Leur présence (ou occupation) fut très différente de celle des soldats allemands, basés surtout à Rønne, les soldats soviétiques étant, eux, davantage dispersés sur l'île. Ce qui confère à cette présence une perception différente par les habitants de l'île. L'arrivée depuis le continent de matériaux de construction pour les baraquements des soldats montre une volonté de s'installer sur l'île, et à la fin de l'automne 1945, le nombre de ces constructions augmente.

Selon F. Ingemann Hansen (p. 102), le pouvoir soviétique n'a écrit aucune note, ni effectué aucune démarche officielle auprès du gouvernement danois quant au nombre de ses soldats, la durée à sa présence sur l'île, ses objectifs... Seules des négociations verbales auraient été menées avec le gouverneur de l'île et non pas avec le gouvernement danois à Copenhague. Ce dernier ne demande ni immédiatement, ni expressément à Moscou d'en faire partir ses troupes, parce qu'il craint une réponse négative, ce qui concourt à entretenir une situation pour le moins confuse.

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1945, que Copenhague demande à Moscou de recevoir deux de ses représentants pour négocier échanges commerciaux et surtout évacuation des troupes soviétiques de l'île. Certains diplomates soviétiques soutiennent cette demande, espérant promouvoir l'idée d'un accord sur une défense commune de la partie occidentale de la mer

Baltique, i.e. l'installation de bases militaires sur l'île et la mise au point d'un régime pour les Détroits (Sven G. Holtmark, p. 112). En décembre 1945, lors de la Conférence à Moscou réunissant le Secrétaire au *Foreign Office* Ernest Bevin, le Secrétaire d'Etat américain James Byrnes, le ministre des Affaires étrangères de l'URSS V. M. Molotov et Staline, ces derniers obtiennent des assurances de la part des Britanniques que le passage des Détroits sera libre pour les navires soviétiques et que la Grande Bretagne n'établira pas de base militaire sur le territoire danois.

En février-mars 1946, la situation militaire étant stabilisée en Allemagne (les Alliés détiennent le pouvoir en Allemagne et il n'existe plus d'État allemand central), le ministre danois des Affaires étrangères Gustav Rasmussen, demande à Moscou d'évacuer l'île. Le 5 mars 1946, Copenhague informe V. M. Molotov que le Danemark est en mesure de contrôler Bornholm avec ses propres forces et que les troupes soviétiques peuvent donc s'en retirer (Sven G. Holtmark, p. 112). Ce qui est **effectif le 5 avril 1946**.

Plusieurs facteurs distincts peuvent expliquer ce départ, même si selon certaines sources (Bo Lidegaard, p. 202), les raisons du Kremlin de quitter Bornholm n'ont jamais été entièrement élucidées. Les gains de territoire réalisés par l'URSS lui assurant une présence en mer Baltique, rendent l'occupation de l'île inutile. En effet, davantage que l'accès aux Détroits, ce qui importe est l'absence de fédération scandinave, l'absence de puissance rivale sur cette mer et la possibilité de défendre Leningrad. Enfin, Moscou estimant que les communistes danois étaient sur le point de gagner le pouvoir par les urnes, une occupation de Bornholm risquait d'être un frein à cette victoire.

Une des rares conditions posées par le pouvoir soviétique à son départ de l'île est que le Danemark ne soit occupé par la suite ni par les Américains, ni par les Britanniques et qu'il n'appartienne pas à la zone d'influence occidentale directe. Ce dernier point ne sera pas respecté puisque, moins de deux ans plus tard, les membres du Traité de Bruxelles (signé en mars 1948), les États-Unis et le Canada invitent le Danemark à adhérer au pacte défensif de l'Atlantique.

Au moment du retrait des troupes soviétiques de l'île de Bornholm, les conditions négociées entre Danois et Soviétiques ne sont pas rendues publiques par le Danemark. Copenhague veut donner l'impression que les négociations avec la partie soviétique concernant ce départ ont été très difficiles, pour ne pas mettre en évidence sa très grande prudence vis-à-vis de Moscou. Une partie seulement des notes danoises ayant été publiée après 1968, une grande ambiguïté règne encore quant à l'accord signé entre le Danemark et l'URSS au sujet de Bornholm. Toutefois, c'est le Conseil danois de la liberté [1] (qui ne reste au pouvoir que quelques jours) et non pas le gouvernement danois d'alors qui aurait conclu un accord avec l'URSS (F. Ingemann Hansen, p. 94). Il envoie à Moscou un fervent communiste (et ensuite ambassadeur) - Thomas Døssing - signer une note écrite avec V. M. Molotov. C'est cette note qu'aujourd'hui encore, Moscou, appelle « accord » et qui est, à la fin de la guerre, une justification de la présence soviétique sur l'île de Bornholm après l'évacuation des derniers soldats allemands. **Cette note étant spécifique à la période mars-avril 1946, Moscou n'a, en 2022, plus aucune raison de la faire valoir.** Et ce d'autant plus que se sont déroulés des exercices militaires internationaux avec la participation de soldats russes à Bornholm en 2008. Ce qui est incohérent avec les propos de l'ambassadeur russe V. Barbin dénonçant aujourd'hui la violation de l'accord selon lequel il ne devrait pas y avoir de troupes étrangères stationnées sur

l'île.

Le pouvoir soviétique semblait pris dans un **dilemme insoluble** : sa présence militaire à Bornholm était motivée par la volonté de créer les moyens d'influer sur le gouvernement danois, mais tout indice laissant penser que Moscou souhaitait utiliser ses troupes dans cette optique aurait immédiatement conduit les Danois à faire appel à l'aide et au soutien de puissances occidentales (Sven G. Holtsmark, p. 120).

Bornholm : un atout danois au sein de l'OTAN

Après le second conflit mondial, le Danemark poursuit sa prudente politique vis-à-vis de l'URSS, notamment parce qu'il craint que l'île de Bornholm soit indéfendable en cas de conflit. Côté soviétique, la prudence est aussi de mise, même si l'installation de bases américaines ou britanniques en Scandinavie et, notamment, sur l'île de Bornholm, reste inadmissible pour Moscou.

Jusqu'en 1948-1949, le Danemark suit sa traditionnelle politique de neutralité isolée, adoptée après sa défaite en 1864 face à la Confédération germanique. Après le Coup de Prague de février 1948, l'ambassadeur danois à Prague avertit son pays d'une possible prise du pouvoir par le parti communiste danois. Au même moment, la presse soviétique lance une campagne anti-scandinave afin de dissuader le Danemark d'entrer dans l'OTAN (Jan Cody Gaudio, p. 102). Ces éléments conduisent à ce que les Danois ont appelé la "crise de Pâques" de la fin mars 1948 au cours de laquelle ils ont cru qu'une attaque soviétique était lancée. Cette panique est liée au souvenir, alors tout récent, de l'invasion par l'Allemagne hitlérienne du 9 avril 1940. Le 9 septembre 1948, des bombardiers soviétiques survolent l'île de Bornholm. Peu avant, des rapports secrets avaient fait état de l'imminence d'une attaque soviétique sur l'île. Cette fausse alarme (Lidegaard, p. 211) montre que **le concept de neutralité armée apparaît dès lors comme obsolète**. Il est définitivement abandonné après l'échec du projet d'Union scandinave de défense incluant le Danemark, la Norvège et la Suède, début 1949.

Les atermoiements ou les rejets danois relatifs à l'intégration au sein de l'OTAN, sont davantage dus aux mesures que Copenhague estime nécessaires à la sécurité du pays qu'aux pressions soviétiques sur le Danemark. Le gouvernement danois n'ignore pas ces pressions et montre beaucoup de fermeté face aux tentatives de Moscou pour le manœuvrer (Agger et Michelsen, p. 258), **les buts soviétiques étant de conduire le Danemark à rejeter les plans militaires des Alliés** dans la Baltique et au Danemark même. **Cette politique d'influence souvent maladroite et brutale s'est avérée contre-productive**, comme en témoigne l'intégration du Danemark dans l'OTAN (Agger et Michelsen, p. 259).

Les conditions d'adhésion à l'OTAN sont négociées à Washington par le ministre des Affaires Etrangères Gustav Rasmussen. Il s'enquiert de l'étendue du territoire que le traité couvrirait, en particulier s'il inclurait Bornholm, les îles Féroé et le Groenland. Le Secrétaire d'Etat américain Dean Acheson lui répond que des bases ne seraient pas nécessaires au Danemark proprement dit. Le Danemark adhère à l'OTAN en avril 1949, après son abandon des stratégies de neutralité isolée, puis de neutralité collective au sein des Nations Unies. Son adhésion ne résulte donc pas d'un premier choix mais devient la seule option restant après l'échec des négociations nordiques sur la défense. Néanmoins, le Danemark dispose d'atouts importants pour négocier son entrée dans l'OTAN et imposer son refus de stockage d'armes nucléaires

ainsi que le stationnement de troupes étrangères sur son territoire. **L'un de ses atouts est la position géo-stratégique de l'île de Bornholm où des activités de surveillance et d'écoute avaient commencé dès 1948**, date à laquelle les services de renseignement militaires danois sont rétablis (ils avaient été dissous en 1943). Ces activités de surveillance débutent alors que le Danemark a encore un statut de pays neutre et la surveillance électronique et les écoutes font donc l'objet d'un **accord secret** signé avec les États-Unis. **Cette position de Bornholm permettait d'écouter le bloc soviétique jusqu'aux Carpates**. Les services sont installés à Årkirkeby puis à Dueodde vers 1960. L'île sera un puissant poste d'écoute jusque récemment puisque la station de Dueodde, composée d'une tour de 70 mètres de haut construite en 1986 est fermée en 2012. Elle est aujourd'hui un musée, *The Bornholm Tower*.

Le Danemark participe officiellement aux activités des services de renseignement de l'OTAN après son adhésion. Copenhague reçoit alors des « avertissements » de la part de Moscou à l'automne 1952 et au début 1953. À Rønne, le 11 avril 1953, le ministre des Affaires étrangères danois O. B. Kraft affirme que la politique étrangère et de sécurité de son pays n'a que des buts défensifs et qu'il n'y aura pas de cantonnement de forces de l'OTAN sur l'île, ceci afin d'apaiser les Soviétiques. Néanmoins, ce refus de cantonnement est plus le résultat de réflexions intérieures danoises que celui de la pression soviétique sur le Danemark, contrairement à ce que l'URSS proclame officiellement (F. Ingemann Hansen, p. 532). En 1958, des députés danois, lors d'une visite en Allemagne de l'Est, se voient proposer une intégration à une « *Nordic nuclear weapon free zone* » par une délégation soviétique. Copenhague s'oppose à toute participation à de telles zones, mais ménage Moscou car il entend toujours maintenir des relations les meilleures possibles avec l'URSS et éviter tout conflit. Il soutiendra le Traité sur la non-Prolifération des armes nucléaires, signé en 1968 après avoir exclu, tout armement nucléaire de son territoire. Dans les années 1960, il rejette les propositions de l'OTAN de se voir attribuer, en temps de paix, le Commandant suprême des forces alliées en Europe aux fins de la défense aérienne conjointe. Il refuse aussi les demandes de fournir des unités aux forces navales alliées.

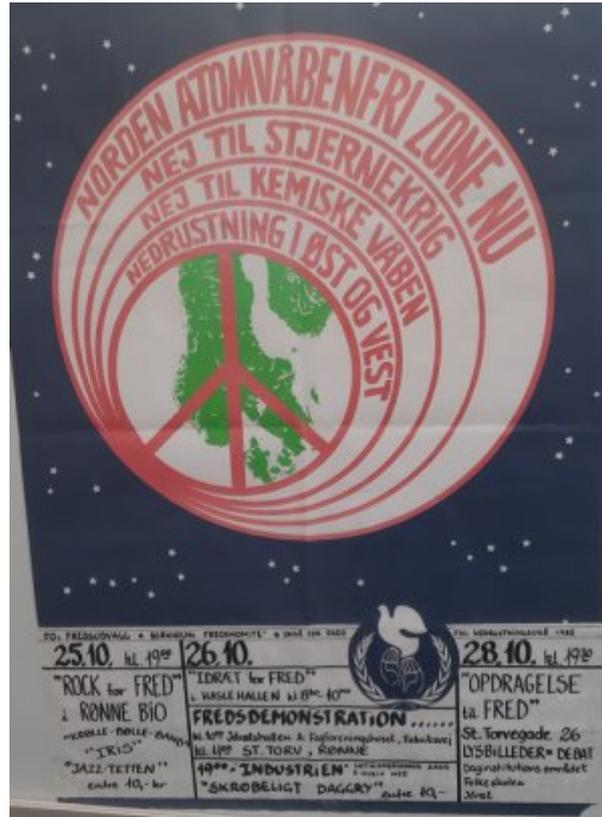


Photo 3 : Affiche antimilitariste de 1985, au Musée « Bornholm Tower » (Dueodde, Bornholm, Danemark)

Crédit photographique : H. Rousselot, 2022.
Rousselot

La **subtile politique danoise de « gestion » de la pression soviétique** d'une part et de ses relations avec l'OTAN et les États-Unis d'autre part, a pour conséquence **une faible implication militaire et idéologique du Danemark dans l'OTAN**. Ce qui est cohérent avec l'antimilitarisme de la population (voir photo ci-dessus) et du parlement danois, qui date d'avant la Seconde Guerre mondiale.

Néanmoins, début 1960, le Danemark se voit proposer d'accueillir le Quartier général de COMBALTAP (COMmander Allied Forces BALTic APproaches [2]) sur son territoire. L'URSS exerce de nouvelles pressions, en protestant fortement. Moscou se réfère à l'accord de 1946 selon lequel il n'y aura sur l'île qu'une administration danoise, sans présence de troupe étrangère. Copenhague répond que cette implantation ne changera rien à la situation et que seules des troupes danoises, sous commandement danois, seront stationnées sur Bornholm. Autrement dit, il n'y aura pas de troupe d'Allemagne de l'Ouest (RFA) sur l'île. Toutefois, cette réassurance danoise ne permet pas d'exclure toute attaque soviétique sur l'île, ce qui est alors perçu comme une éventualité, étant donné les tensions entre les deux blocs, fin 1961.

Ces vives réactions à l'implantation de COMBALTAP au Danemark, conjuguées à la crise de Berlin, à la situation en Finlande (qui voit une intervention indirecte de l'URSS dans les élections présidentielles) font craindre aux dirigeants danois que pourparlers et compromis ne suffiront pas à éviter une confrontation avec l'URSS. Le gouvernement danois décide par conséquent d'accepter le Commandement. Il est rebaptisé « *Unified Command* » pour ne pas

provoquer davantage Moscou (Agger et Michelsen, p. 256). Des forces danoises sont stationnées à Bornholm mais ne sont pas censées entrer en action. L'amiral et ministre de la Défense danois E. Qvistgaard [3] annonce qu'il n'y aura pas de navire allié aux abords de l'île de Bornholm mais que le Danemark demandera l'aide de l'OTAN en cas d'attaque soviétique (Agger et Michelsen, p. 255). Ce à quoi Moscou répond en affirmant que le « Commandement unifié » ne correspond pas à l'engagement pris par le Danemark en 1946 concernant Bornholm. Pour le Danemark, l'acceptation de ce Commandement sur le sol danois ne constitue pas un reniement de l'engagement pris en 1946, mais une politique jugée prudente à la fin de 1961 (Lidegaard, p. 256-257).

Depuis le tout début des négociations concernant son adhésion à l'OTAN, le gouvernement danois est opposé à l'implantation de toute base alliée sur son territoire ainsi qu'à l'établissement de forces étrangères sur son territoire en temps de paix. De fait, pendant la Guerre froide, les forces de l'OTAN n'ont pas effectué de manœuvres sur l'île. Pour les Soviétiques, cela est conforme à l'engagement danois de 1946, tandis que les Danois affirment qu'il s'agit d'une politique qui pourrait évoluer si le bloc de l'Est choisissait d'augmenter les tensions en Baltique (Lidegaard, p. 230). À chaque fois que Moscou évoquera Bornholm, le ministère danois des Affaires étrangères réagira promptement pour confirmer qu'il n'y aura pas d'activité militaire des Alliés dans la région de l'île, considérée néanmoins par les Danois comme étant la région la plus vulnérable d'un point de vue stratégique (Agger et Michelsen, p. 259).

Le Danemark se met à l'abri au sein de l'OTAN , **sans vraiment en payer le prix. Il parvient ainsi à assortir défense efficace et tradition pacifiste**, en se satisfaisant d'avoir un protecteur lointain et puissant [4].

La levée de la dérogation danoise en matière de défense au sein de l'UE

Après 1991, si le Danemark revendique sa position entre les mondes atlantique et balte : l'île de Bornholm a apporté un soutien des Alliés aux pays baltes - le « *Baltic bridge* », en jouant un rôle important dans la formation de Baltes dans les secteurs bancaire et du journalisme, notamment. Il se montre par conséquent favorable à l'élargissement de l'Union européenne à l'Europe de l'Est, mais reste en marge de la politique européenne d'intégration en matière de défense. Après le rejet danois du Traité de Maastricht en 1992, **le Danemark obtient quatre dérogations dont celle liée à l'Europe de la défense et ne participe donc pas à la politique européenne de défense**. Il n'y avait pas - jusqu'à l'invasion de l'Ukraine par la Russie - de tradition danoise de construction de politique extérieure et de sécurité européenne. En janvier 2017, le gouvernement danois annonce une augmentation du budget de la défense (sans toutefois indiquer de chiffre) en justifiant cette mesure par [le déploiement de missiles russes dans la Baltique et à Kaliningrad](#).

En mars 2022, suite à la relance de la guerre russe en Ukraine, le Danemark décide d'investir dans son armée et entend participer à l'Europe de la défense. Il déclare vouloir rejoindre par référendum la politique de défense de l'Union européenne, dont il se tenait à l'écart depuis trois décennies, en plus d'annoncer une forte hausse de ses crédits militaires. La perception d'une potentielle menace russe a sans doute pesé sur le résultat du **référendum danois du**

1er juin 2022 portant sur la dérogation en matière de Défense au sein de l'UE : 67% des votants se sont prononcé en faveur d'une intégration à la politique de défense de l'UE.

Ce qui rend aujourd'hui encore l'île de Bornholm cruciale, c'est, outre le fait que plus de 60 000 navires passent au large de cette île chaque année, [son importance centrale pour l'OTAN](#) si elle devait [aider les pays baltes](#) contre une offensive russe. Des forces de missiles russes, situées dans la région de Kaliningrad peuvent toucher la partie Sud-Est de la mer Baltique. Mais si d'aventure, la Russie tentait d'[envahir les États baltes](#), l'île danoise de Bornholm - et les îles finlandaises démilitarisées Åland et celle, [suédoise, de Gotland](#) - gagnerait encore en importance stratégique puisque les militaires russes devraient alors "sécuriser" l'île de Bornholm.

Copyright Décembre 2022-Rousselot/Diploweb.com

Références bibliographiques

- . Jonathan Soborg Agger, Trine Engholm Michelsen, « How strong was the “weakest link” ? », in War plans and alliances in the Cold War : threat perceptions in the . East and West, Vojtech Mastny, Sven G. Holtsmark, Andreas Wenger (dir.), London : New York, Routledge, 2006.
- . Michael H. Clemmesen, « Østersøens nøgle, Bornholm, er også Danmark », Jyllands-Posten 12/06/2017.
- . Jan Cody Gaudio, *The Maritime Security of the Baltic Approaches : NATO and the Warsaw Pact*, Monterey (California), Naval Postgraduate School, 1983.
- . Sven G. Holtsmark, « The limits to Soviet Influence : Soviet Diplomats and the Pursuit of Strategic Interests in Norway and Denmark, 1944-7 », in The Soviet Union and Europe in the Cold War, 1943-53, Francesca Gori, Silvio Pons (dir.), Houndmills, Basingstoke, Hampshire : Macmillan ; New York : St. Martin's Press, 1996.
- . Frederikke Ingemann Hansen, *Le Danemark et la Guerre froide, 1945-1968*, sous la direction de Georges-Henri Soutou, Université Paris-Sorbonne, France, 2 vol. (1011 p.), 2010.
- . Tony Insall, Patrick Salmon, « Preface to The Nordic Countries : From War to Cold War, 1944-191 », *Scandinavian Journal of History*, Vol. 37, n°2, 2012, p. 136-155.
- . Bent Jensen, « Soviet Occupation of a New Type : The Long Liberation of the Danish Island of Bornholm 1944-1946 », *Scandinavian Journal of History*, vol. 25, n°3, 2000, p. 219-237.
- . Bo Lidegaard, *A short History of Denmark in the 20th century*, København, Gyldendal, 2009.
- . Norman M. Naimark, *Stalin and the fate of Europe : the postwar struggle for sovereignty*, Cambridge (Mass.), London, The Belknap Press of Harvard university press, 2019.
- . Martin Murphy, Gary Schaub Jr., « “Sea Of Peace ” Or Sea Of War », *Naval War College Review*, Vol. 71, n°2, 2018.

Documents Internet

- . Courts documentaires sur le site danois : <http://filmcentralen.dk>.
- . Musée historique de Bornholm : <https://bornholmsmuseum.dk/>

P.-S.

Docteure de l'Université (2015). Gérante du Cabinet DRIAC - conseil sur l'Asie centrale. Traductrice de russe. Membre associé du CETOBaC (EHES).

Notes

[1] Le Conseil danois de la liberté est créé au Danemark en 1943 et dirigé par Thomas Døssing (1882 - 1947). Dès août 1944, le Commissariat aux Affaires étrangères soviétique insiste sur la nécessité de renforcer l'autorité du Conseil danois de la liberté et de lui demander de prendre en charge l'administration du pays jusqu'au rétablissement du « pouvoir constitutionnel ». Moscou fait mine d'ignorer que l'île était administrée par les Danois, même pendant la guerre.

[2] ComBaltAp - commandement conjoint de l'OTAN - est créé en 1961. Sa mission principale en temps de guerre est de maintenir le contrôle des sorties de la Baltique. Son quartier général est à Karup (dans le Jutland), et sa mission en temps de paix est la planification, la coordination et la formation des forces danoises et d'Allemagne de l'Ouest pour d'éventuelles opérations de guerre.

[3] Erhard Jørgen Carl Qvistgaard (1898-1980) est un amiral danois qui fut le premier chef de la défense danois, de 1950 à 1962, et également président du Comité militaire de l'OTAN de 1953 à 1954.

[4] NDLR : Cette phrase de l'autrice concerne le Danemark, mais elle éclaire possiblement le positionnement de plus d'un pays de l'UE membre de l'OTAN. Ce qui illustre dans une certaine mesure une des forces des Etats-Unis, en mesure d'exercer des pressions quand cela est nécessaire auprès de dirigeants qui savent très bien que le pays contribue a minima. En revanche, cette posture est délétère pour une défense européenne plus autonome de l'OTAN. La posture du passager clandestin a des limites quand le danger frappe à la porte... et que les Etats-Unis pour une raison ou une autre décident de baisser en gamme dans leur implication.